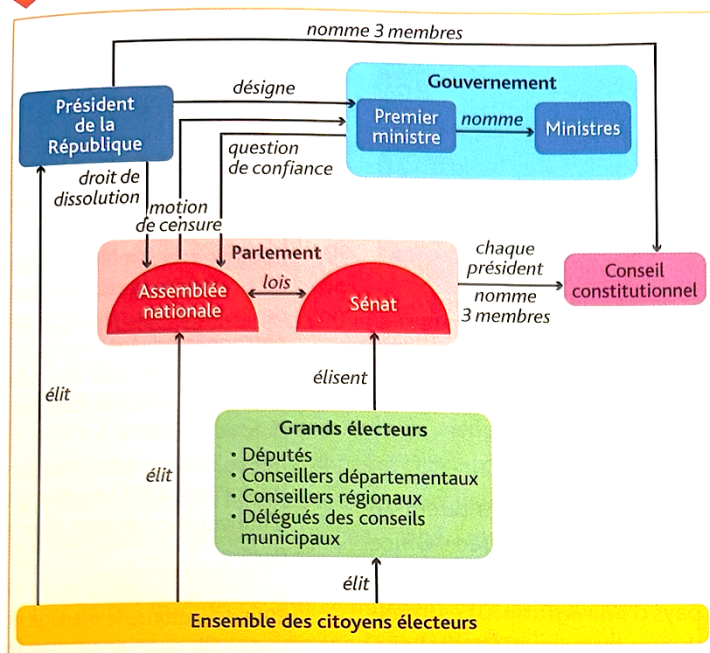
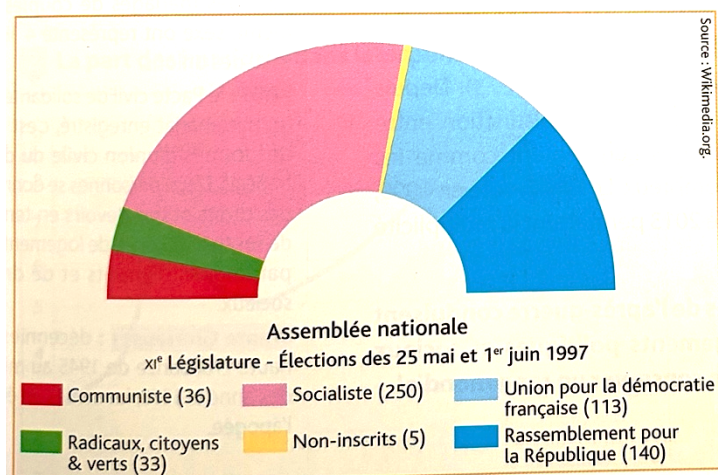


La Ve République, un régime stable

1 Les institutions de la V^e République en 1958



2 1997, l'Assemblée nationale après la dissolution du président Chirac



3 La parité politique

Quentin Lippmann, auteur de la note intitulée « La division sexuée du travail parlementaire », est interviewé par un journaliste du Monde.

Le nombre de femmes députées ou sénatrices représente aujourd'hui un tiers des effectifs des assemblées parlementaires. Quels changements observez-vous ?

En quinze ans, nous sommes passés de 10 % de femmes députées à 39 % en 2017 : la part des amendements sur l'égalité femmes-hommes a augmenté de près de 70 %. Au Sénat, la parité a été introduite en 2001 dans les circonscriptions comprenant plus de 4 élus : le nombre d'amendements sur l'égalité femmes-hommes a quadruplé sur la même période. De manière générale, on remarque que les femmes élues ont plus tendance à se spécialiser dans les amendements sur l'enfance, l'immigration et la santé, tandis que les hommes sont présents dans les thématiques liés à la défense, à l'outre-mer et aux élections.

Comment expliquez-vous cette division sexuée du travail parlementaire ?

Cette division pourrait s'expliquer de trois manières : d'abord, les femmes ne sont pas élues dans les mêmes circonscriptions que les hommes ; ensuite, les partis politiques placeraient stratégiquement des femmes sur certains sujets ; enfin, il existe des différences d'intérêts individuels et politiques, selon les sexes. Dans l'étude, je constate que l'effet « circonscription » est extrêmement faible. L'effet « parti politique » est plus difficile à éliminer, surtout qu'il coexiste avec l'intérêt individuel, qui est de loin le plus important.

Alain Beuve-Méry, *Le Monde*, 8 mars 2019.

- 1) Présentez la fonction du président de la Ve République (doc. 1 et 2).
- 2) Montrez que les institutions de la Ve République ont pu répondre aux résultats des élections (doc. 2).
- 3) Justifiez l'affirmation : « Le nombre de femmes élues a des conséquences sur les choix politiques » (doc. 3).